



RÈGLEMENT DE CONSULTATION POUR UN MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Commune de Valence d'Agen

Travaux d'entretien de trottoirs et de grosses réparations 2018-2021

RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Marché public de travaux

Marché public passé selon un accord -cadre sans marchés subséquents conclu avec un seul opérateur économique, et s'exécutant au fur et à mesure de l'émission des bons de commande, en application de l'article 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Pouvoir adjudicateur : la commune de Valence d'Agen

Date limite de réception des offres :
le 18 avril 2018 à 12h00

SOMMAIRE

1. Identification du pouvoir adjudicateur
2. Objet du marché
3. Type du marché
4. Contenu du dossier de la consultation
5. Décomposition en tranches et en lots
6. Variantes
7. Organisation des candidatures
 - 7.1. *Co-traitance*
 - 7.2. *Sous-traitance*
8. Dossier à remettre par les candidats
 - 8.1. *Composition du dossier*
 - 8.2. *Modalités de remise des candidatures et des offres*
9. Délai de validité des offres
10. Modalités de mise en concurrence
11. Critères de sélection des candidatures
 - 11.1. *Capacité professionnelle*
 - 11.2. *Capacité technique*
 - 11.3. *Capacité économique et financière*
12. Critères de sélection des offres
13. Délai de remise des offres
14. Attribution du marché
15. Renseignements complémentaires

1. Identification du pouvoir adjudicateur

Nom du pouvoir adjudicateur : Commune de Valence d'Agen	Autorité habilitée à signer le marché : M. / Mme le Maire de Valence d'Agen
Adresse : 25 rue de la République	Code postal : 82400
Ville : Valence d'Agen	Pays : France
Téléphone : 05 63 29 66 82	Poste :
Télécopieur : 05 63 39 00 75	Adresse de courrier électronique : s.michelon@valencedagen.fr
	Adresse du profil d'acheteur : http://www.ladepeche-legales.com

Le pouvoir adjudicateur est également appelé « maître d'ouvrage » dans le présent règlement.

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution de travaux de voirie : entretien de chaussée et trottoir.

La description des *ouvrages* et de leurs spécificités techniques est donnée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

3. Type du marché

Le marché est un marché public de travaux. À ce titre, le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-travaux), approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2009, et le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (CCTG-travaux) lui sont applicables.

C'est un accord-cadre sans marchés subséquents conclu avec un seul opérateur économique, et s'exécutant au fur et à mesure de l'émission des bons de commande, en application de l'article 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

4. Contenu du dossier de la consultation

Le dossier de la présente consultation se compose des documents suivants :

- le présent règlement de consultation (RC) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU)
- le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Simulation X
- Simulation Y

5. Décomposition en tranches et en lots

Le présent marché n'est pas alloté pour le motif suivant (article 32 de l'ordonnance n° 2015-899 précitée) :

- l'objet du marché ne permet pas l'identification de travaux de nature distincte

6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. Les candidats doivent donc répondre uniquement à la solution de base. Les variantes qui seraient proposées par les candidats ne seront pas prises en considération.

7. Organisation des candidatures

7.1. Co-traitance

L'offre sera présentée soit par un opérateur économique unique, soit par un groupement d'opérateurs économiques conformément aux dispositions de l'article 45 du décret n° 2016-360 précité.

7.2. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire fait remplir à chacun des sous-traitants, désignés par ses soins avant la conclusion du présent marché ou en cours d'exécution du marché, l'acte spécial relatif à la présentation d'un sous-traitant.

En cas de recours à la sous-traitance, le candidat devra justifier des capacités professionnelles, techniques et financières de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

8. Dossier à remettre par les candidats

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Le dossier à remettre se compose de deux sous dossiers : l'un contenant les pièces relatives à la candidature (sous dossier A), l'autre les pièces relatives à l'offre (sous dossier B). Ces pièces devront être datées et signées du candidat.

8.1. Composition du dossier.

- Sous dossier A (pièces relatives à la candidature) :
 - la lettre de candidature (DC1 version 2016) dûment rempli et signé ;
 - la déclaration du candidat (DC2 version 2016) dûment rempli, signé et complété des documents nécessaires.

La déclaration du candidat (modèle DC2 précité) comportera les documents et renseignements suivants, aux fins de vérification de l'aptitude du candidat à exercer l'activité professionnelle, de sa capacité économique et financière et de ses capacités techniques et professionnelles :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux faisant l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

- une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- la présentation d'une liste des principaux travaux réalisés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les travaux sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et / ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables des travaux de même nature que ceux du marché ;
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- l'indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du marché public ;
- l'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;
- des certificats de qualifications professionnelles ; le pouvoir adjudicateur précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les travaux pour lesquels il se porte candidat ;

• Sous dossier B (pièces relatives à l'offre) :

les documents constituant le projet de marché, à savoir :

- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) à accepter sans aucune modification, dûment daté et signé ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) à accepter sans aucune modification, dûment daté et signé ;
- le bordereau de prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE) complétés sans modification ;
- Simulation X
- Simulation Y
- un mémoire explicatif et justificatif comprenant :
 - *l'organisation prévue et les moyens mis en œuvre par le candidat pour assurer le bon déroulement du chantier ;*
 - *les dispositions mises en œuvre par le candidat pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier et les installations prévues pour le personnel conformément aux règles en vigueur ;*
 - *les délais d'intervention ;*
 - *les prestations sous-traitées ainsi que le nom du sous-traitant ;*

- la provenance et la qualité des matériaux ;
- une notice précisant les dispositions qui seront mises en œuvre dans le cadre d'une assurance qualité du chantier (organisation du chantier, méthodologie, contrôles internes) ;

8.2. Modalités de remise des candidatures et des offres

Les dossiers seront envoyés à l'adresse suivante :

Mairie de Valence d'Agen
Service Urbanisme/Marchés Publics
25, rue de la République
82400 Valence d'Agen

ainsi que la mention suivante, en gros caractères : « Consultation des entreprises - Travaux d'entretien et de grosses réparations »

Les offres pourront également être remises en mairie contre récépissé, aux heures d'ouverture de la mairie, 09h00-12h00 et 13h30 – 17h00.

Les offres pourront également être remises de manière électronique sur le profil d'acheteur : <http://www.ladepeche-legales.com>. Un accusé de réception sera délivré électroniquement. La sécurité et la confidentialité de ces transactions sont assurées.

9. Délai de validité des offres

Le délai minimum de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

10. Modalités de mise en concurrence

L'attribution du marché pourra être précédée d'une négociation menée dans les conditions suivantes : à l'issue d'un premier classement des offres provisoire établi par application des critères de sélection des offres indiqués dans le présent règlement ainsi que dans l'avis d'appel à concurrence, une négociation sera engagée avec les 2 candidats ayant remis les meilleures offres sur les points correspondant aux critères susmentionnés ; le marché sera attribué au candidat dont l'offre aura été jugée économiquement la plus avantageuse à l'issue du classement définitif établi après nouvelle application des critères de sélection des offres susmentionnés.

11. Critères de sélection des candidatures

Conformément à l'article 44 du décret n° 2016-360 précité, seront déclarées recevables les candidatures qui présenteront des garanties suffisantes au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières demandés pour ce marché.

12. Critères de sélection des offres

Conformément à l'article 62 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, les offres qui auront été reconnues régulières, acceptables et appropriées seront classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution. Ces derniers sont déterminés ainsi :

Il donnera lieu à un classement des offres. Le classement se fera sur 20 points maximum. Le candidat se rapprochant le plus des 20 points sera considéré comme étant le mieux disant.

Rappel des critères : Prix : 60 %
Délais : 20 %
Valeur technique : 20%

<i>Libellé</i>	<i>Pondération (%)</i>
Prix	60
Délais	20
Valeur technique	20

- - la valeur technique : 20 % est appréciée sur la base d'un mémoire présenté par l'entreprise justifiant de ses capacités et son organisation.
Les thèmes
 - Exécution (moyens en personnel et en matériels)
 - Hygiène et sécurité (signalisation, protection des chantiers, gestion de la gêne aux usagers, hygiène et sécurité du chantier, protection du personnel de chantier, gestion des déchets de chantier)
 - Technique (principales fournitures et fournisseurs, modes opératoires pour gérer les difficultés techniques, plan de contrôle interne et externe)
- - Les délais 20% sont les délais de réactivités
 - Intervention en urgence (sur appel téléphonique, régularisation en suivant)
 - Intervention pour travaux plus importants avec dict. (délai entre OS et début des travaux)
- - Le prix 60% après comparatif des différents bordereaux de prix sera analysé et validé par la moyenne de deux simulations de chantier représentatives
- En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur la décomposition du prix global forfaitaire ou sur l'état des prix forfaitaires et / ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant des autres pièces de l'offre sera rectifié en conséquence.
- Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans le devis détaillé, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.
- Les prix unitaires portés sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur les prix portés au devis détaillé.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le devis détaillé pour le mettre en harmonie avec le montant porté à l'acte d'engagement. En

cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

- Le montant de l'offre porté à l'acte d'engagement pourra être modifié uniquement pour se conformer aux indications portées sur le bordereau des prix unitaires.

Toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Le pouvoir adjudicateur attribuera une note à chaque offre examinée, pour chacun des critères, puis pour la globalité des critères (note moyenne pondérée). Le classement des offres sera ensuite établi après avoir écarté, si nécessaire, la ou les offres anormalement basses, en respectant les dispositions de l'article 60 du décret n° 2016-360 précité.

Négociations : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'opérer des négociations avec les deux candidats ayant obtenu les meilleures notes. Si tel est le cas, ces négociations s'effectueront dans le respect strict des conditions définies dans le décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS :

13. Délai de remise des offres

Les offres devront être reçues au plus tard le 18 avril 2018 , à 12 heures.

14. Attribution du marché

L'attribution du marché au candidat dont l'offre aura été déclarée économiquement la plus avantageuse est subordonnée à la production par celui-ci, dans un délai de 10 jours à compter de la demande qui lui en sera faite, des documents justifiant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, tels que mentionnés à l'article 51 du décret n° 2016-360 précité.

Le défaut de production des documents susvisés dans le délai imparti fait obstacle à l'attribution du marché. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée et la même demande de présentation desdits documents sera alors adressée au candidat suivant dans le classement des offres.

15. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite à Mme Sandrine MICHELON ou par courriel : s.michelon@valencedagen.fr au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors adressée dans les meilleurs délais à tous les candidats ayant retiré le dossier.

A

Le
Le Pouvoir Adjudicateur,